

# Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2017



**FIERA**CAPITAL



## Table des matières

Mode de présentation .....	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société .....	3
Événements importants .....	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille .....	6
Principales tendances .....	7
Points saillants du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 .....	9
Résultats financiers .....	12
Résultats d'exploitation et performance globale.....	15
Sommaire des résultats trimestriels.....	31
Situation de trésorerie et sources de financement.....	32
Contrôles et procédures.....	40
Instruments financiers.....	41
Gestion du capital .....	41
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	41
Nouvelles méthodes comptables.....	42
Mesures non conformes aux IFRS .....	44
Risques liés aux activités.....	46

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 10 novembre 2017, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes aux 30 septembre 2017 et 2016 ainsi que pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos à ces dates.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

Les méthodes comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, avant l'acquisition par la Société afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'a adoptées la Société.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

### **MODE DE PRÉSENTATION**

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société pour 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté par action, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net ajusté par action<sup>1)</sup> comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

<sup>1)</sup> La définition du résultat net ajusté a été modifiée et certaines données comparatives ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 44.

## VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux sociétés américaines liées à la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC »). Charlemagne Capital (UK) Limited, société liée à la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Charlemagne Capital (IOM) est inscrite à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Vincent Duhamel nommé président et chef de l'exploitation mondiale** – le 6 septembre 2017. Vincent Duhamel a été nommé au poste de président et chef de l'exploitation mondiale et se joindra officiellement à la Société le 14 novembre 2017. Il sera membre de l'équipe de gestion mondiale et supervisera les opérations de distribution et les différentes unités fonctionnelles de l'entreprise dans le monde, dont les services juridiques et de la conformité, de la gestion des risques, des technologies, des communications d'entreprise et relations avec les investisseurs ainsi que des ressources humaines. Il sera également membre du comité de développement stratégique.
- **Arrivée de la nouvelle équipe canadienne de revenu fixe** – le 7 septembre 2017. Trois professionnels chevronnés se sont joints à l'équipe de revenu fixe de la division canadienne : Charles Lefebvre, Luc Bergeron et Tan Vu Nguyen ajouteront encore plus de profondeur à l'équipe de revenu fixe déjà expérimentée de la Société.
- **Fiera Capital publie des perspectives financières mondiales sur sept ans** – le 27 septembre 2017. Fiera Capital a publié la première édition de ses *Perspectives financières mondiales 2017-2024*. Portant sur un horizon de sept ans qui correspond à la durée normale d'un cycle économique, ces perspectives peuvent guider les investisseurs qui souhaitent structurer leur portefeuille en fonction de la conjoncture actuelle et qui veulent se préparer aux orientations politiques de demain.
- **Signature d'ententes de rémunération avec des professionnels importants du secteur des placements de Fiera Capital** – La Société est en voie de conclure des ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme avec des professionnels importants du secteur des placements qui ont pour objectif de garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et d'y contribuer.

## VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

### *Vue d'ensemble des marchés*

Les marchés boursiers mondiaux ont affiché d'excellents résultats au troisième trimestre, malgré le désordre géopolitique persistant et le fait que les banques centrales ont annoncé leur intention de mettre un frein aux mesures de relance après avoir offert un soutien sans précédent pendant des années.

Sur le plan géographique, le S&P 500 a atteint des sommets record grâce à l'optimisme croissant à l'égard de la santé de l'économie américaine et de la vigoureuse croissance des bénéfiques, tandis que les investisseurs ont soupesé les perspectives de réduction de l'impôt des sociétés après que le gouvernement Trump a publié la proposition très attendue de réforme fiscale à la fin de septembre. Pendant ce temps, après avoir tiré de l'arrière pendant la majeure partie de 2017, le marché boursier canadien a fait un retour impressionnant et affiché des résultats respectables grâce à la reprise des prix du pétrole brut et à la hausse des taux d'intérêt qui a stimulé le secteur financier, ramenant le S&P/TSX en territoire positif pour l'année. À l'étranger, les actions internationales ont été bien soutenues par l'amélioration des résultats économiques et des bénéfiques des sociétés, tant en Europe et au Japon. Finalement, les actions des marchés émergents ont poursuivi sur leur récente lancée et mené le bal du rendement mondial grâce à l'amélioration des facteurs fondamentaux à la base du monde en développement et au chemin glacial emprunté par la Réserve fédérale pour la normalisation monétaire, qui ont accru l'attrait des actifs risqués des marchés émergents.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats négatifs au troisième trimestre de 2017. Alors que les perturbations continues à Washington, des résultats modérés de l'inflation et les incertitudes géopolitiques persistantes ont mis un frein aux taux des obligations au début du troisième trimestre, la relance des échanges a repris de la vitesse en septembre. Fait à noter, après plusieurs tentatives ratées d'abroger l'Obamacare, le président Trump a finalement dévoilé sa proposition longuement attendue de refonte fiscale, tandis que l'inflation qui montre de nouveaux signes de vie et une résurgence des prix du pétrole ont aussi contribué à ranimer les attentes à l'égard de l'inflation. En outre, le changement synchronisé de la politique monétaire a aussi balayé les marchés obligataires, le discours ferme tenu par plusieurs des principales banques centrales faisant en sorte que les investisseurs réévaluent leurs attentes envers la direction des taux d'intérêt, ce qui a entraîné à la hausse les taux des obligations partout sur la planète.

### *Vue d'ensemble de la conjoncture économique*

La conjoncture économique mondiale continue à résister à la suite de la détérioration du paysage politique et géopolitique, soulignant la pérennité et la durabilité de la reprise.

L'économie canadienne connaît une expansion généralisée, ce qui appuie le tournant plus sévère adopté par la Banque du Canada. Le consommateur a été le principal moteur de croissance parmi les solides créations d'emplois, la hausse de la valeur des maisons et le crédit bon marché, bien que nous nous attendions à ce que le commerce et les investissements des entreprises prennent le relais du consommateur excessivement épuisé et d'un marché de l'habitation effervescent, surtout que les taux augmentent.

Aux États-Unis, l'économie a regagné de la vitesse. Le consommateur continue d'être bien appuyé par un marché de l'emploi vigoureux et de faibles taux d'intérêt, tandis que l'optimisme des entreprises demeure élevé, même si le programme de politiques favorables à la croissance du président Trump progresse peu. Même si la destruction causée par les ouragans déformera vraisemblablement les chiffres du troisième trimestre, les efforts de reconstruction devraient donner lieu à un redressement rapide plus tard au cours de l'année.



À l'étranger, la reprise de la zone euro continue de s'accélérer et s'est élargie à l'ensemble de la région, tandis que l'avenir du Royaume-Uni demeure incertain en pleines négociations liées au Brexit et alors que la hausse de l'inflation a des conséquences négatives. En parallèle, l'économie du Japon a prospéré grâce à une résurgence de la demande intérieure et des exportations, bien que le manque de pressions inflationnistes notables laisse croire que la Banque du Japon maintiendra sa politique accommodante.

Enfin, les plus récentes données sur les activités suggèrent que la reprise perdure, puisque les économies des marchés émergents continuent de prospérer grâce au triplé constitué de l'affermissement de la demande mondiale, de la hausse des prix des marchandises et de la dépréciation du billet vert. Alors que l'économie de la Chine s'est accélérée rapidement au premier semestre de 2017, les pays exportateurs de marchandises, comme le Brésil et la Russie, ont échappé à la récession et montrent des signes timides de reprise.

# Rapport de gestion

## Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2017

### SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

#### Taux de rendement annualisés

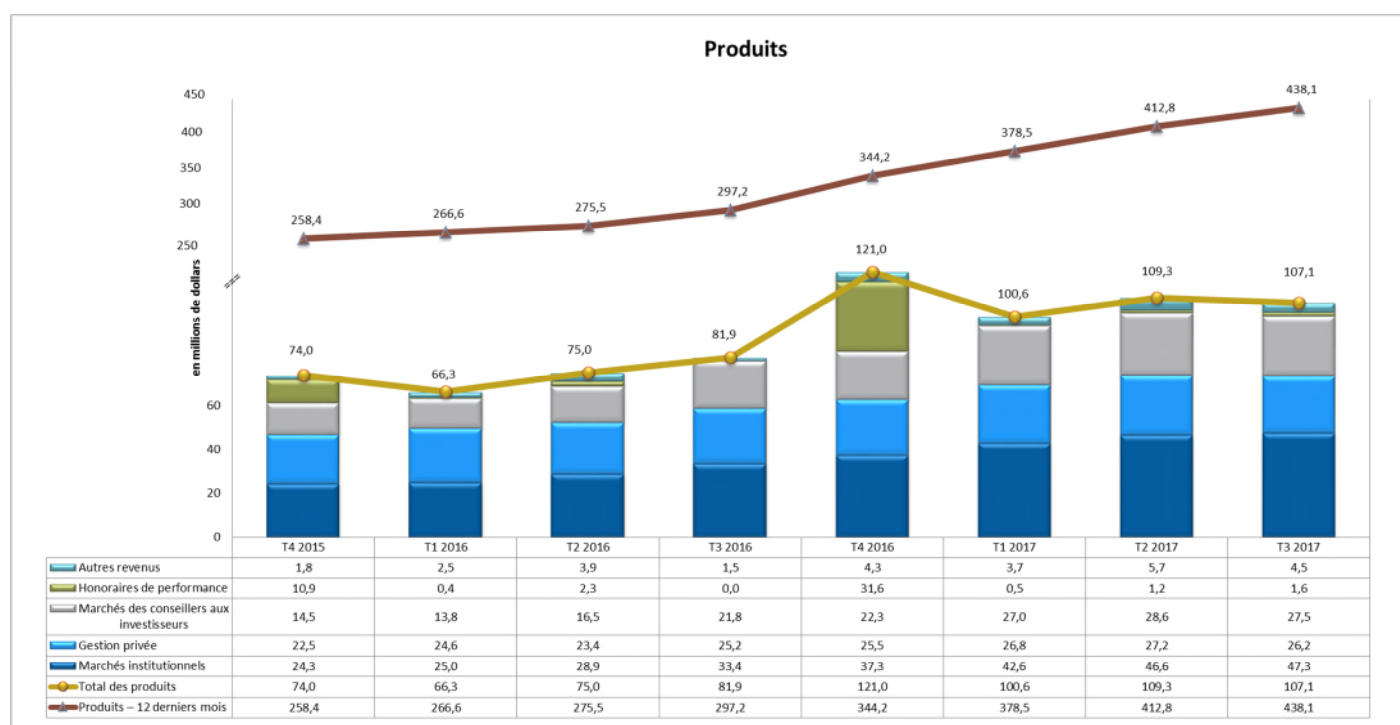
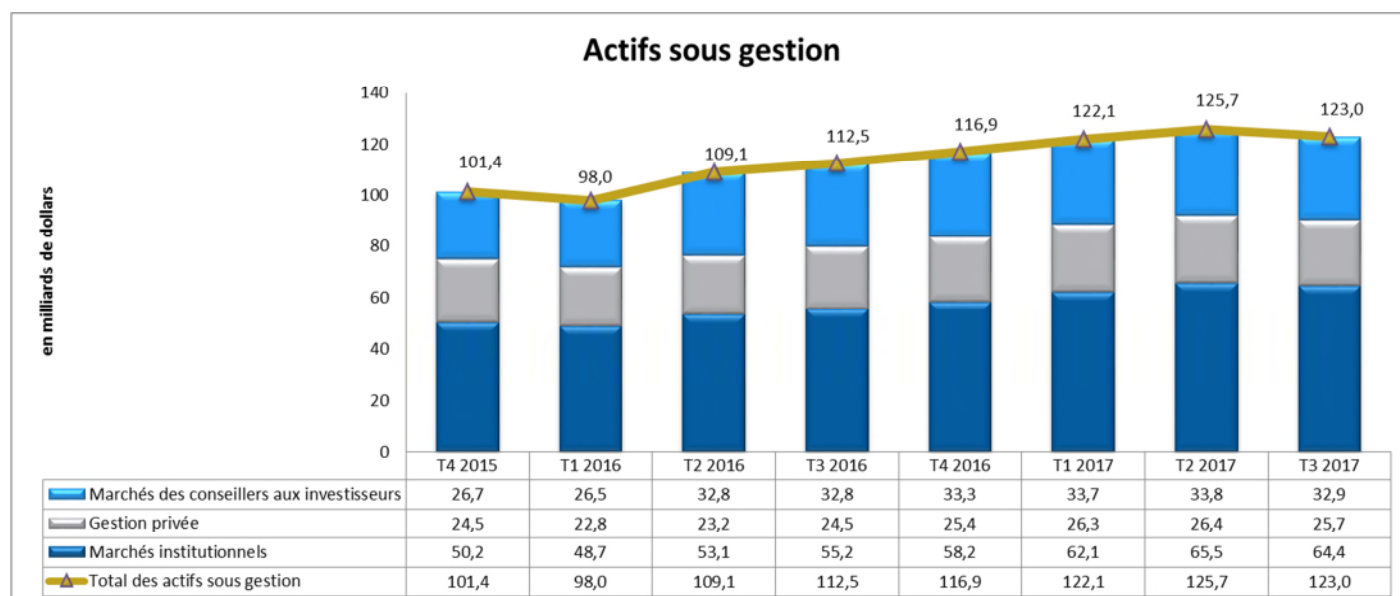
Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
<b>Revenu fixe</b>	<b>61,6</b>									
<b>Revenu fixe – Gestion active univers</b>										
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		-2,94	0,03	T4	2,55	-0,11	T4	1 <sup>er</sup> janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		-1,81	1,16	T1	3,22	0,56	T1	1 <sup>er</sup> janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion active long terme		-3,59	-0,62	T4	2,45	-0,21	T4	1 <sup>er</sup> janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Obligations à haut rendement		-5,96	-0,01	T3	3,51	-0,11	T4	1 <sup>er</sup> juill. 1998	Indice à long terme FTSE TMX	
Actions privilégiées – valeur relative		8,76	0,09	T1	6,28	-0,29	T2	1 <sup>er</sup> févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	1
Obligations infrastructure		19,34	2,88	s.o.	3,21	2,02	s.o.	1 <sup>er</sup> févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
		-4,04	2,00	s.o.	4,79	1,02	s.o.	1 <sup>er</sup> août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		0,75	-0,26	s.o.	1,88	-0,24	s.o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		1,88	0,00	s.o.	1,88	0,23	s.o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	
Tax Efficient Core Plus		0,89	-0,11	s.o.	2,65	0,48	s.o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		0,03	-0,22	s.o.	1,72	-0,02	s.o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,03	0,07	s.o.	1,72	0,15	s.o.	1 <sup>er</sup> janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	
<b>Équilibré</b>	<b>4,7</b>									
Fonds équilibré « Core »		6,19	0,84	T2	9,93	1,62	T1	1 <sup>er</sup> sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		6,68	1,12	T2	9,53	1,79	T1	1 <sup>er</sup> avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
<b>Actions</b>	<b>50,4</b>									
Actions canadiennes		11,05	1,87	T2	12,26	4,15	T1	1 <sup>er</sup> janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		7,69	-1,50	T4	9,37	1,32	T4	1 <sup>er</sup> janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		15,25	6,06	T1	11,21	3,16	T2	1 <sup>er</sup> nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		10,57	0,42	T2	9,75	2,45	T3	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-7,11	-8,32	T4	10,18	6,24	T3	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-2,88	-4,09	T4	11,41	7,47	T2	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		13,42	0,55	T2	22,67	2,84	T1	1 <sup>er</sup> avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		15,36	2,02	T2	15,82	2,12	T1	1 <sup>er</sup> janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		15,82	3,37	T2	20,01	3,56	T1	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Apex Large Cap Growth		22,87	0,93	T1	15,00	-0,26	T2	1 <sup>er</sup> avril 2007	Russell 1000 Growth	
Apex Mid Cap Growth		21,90	4,08	T1	15,88	1,70	T1	1 <sup>er</sup> mai 2008	Russell MidCap Growth	
Apex Smid Growth		17,72	-2,34	T3	13,49	-0,96	T3	1 <sup>er</sup> janv. 1990	Russell 2500 Growth	
Apex Small Cap Growth		10,34	-10,65	T4	10,99	-3,29	T4	1 <sup>er</sup> janv. 2006	Russell 2000 Growth	
Emerging Markets Core Growth		26,91	4,45	T2	7,49	3,50	T1	1 <sup>er</sup> juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	
Emerging Markets Growth & Income		19,27	-3,18	T3	5,07	1,08	T3	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	
Frontier Markets		37,41	11,94	T1	17,41	8,68	T1	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	
<b>Placements non traditionnels</b>	<b>6,3</b>									
Fonds – Marché neutre nord-américain		-8,82	-8,82	s.o.	5,80	5,80	s.o.	1 <sup>er</sup> oct. 2007	Aucun indice de référence	
Fonds – Actions « Long/Short »		-14,02	-14,02	s.o.	14,95	14,95	s.o.	1 <sup>er</sup> août 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Financement diversifié		5,31	5,31	s.o.	6,32	6,32	s.o.	1 <sup>er</sup> avr. 2008	Aucun indice de référence	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		7,10	7,10	s.o.	4,74	4,74	s.o.	1 <sup>er</sup> nov. 2009	Aucun indice de référence	
Fonds – Infrastructure		4,93	4,93	s.o.	6,24	6,24	s.o.	1 <sup>er</sup> mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		7,95	7,95	s.o.	6,07	6,07	s.o.	1 <sup>er</sup> juill. 2013	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		6,14	6,14	s.o.	6,30	6,30	s.o.	22 nov. 2006	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		11,12	11,12	s.o.	10,46	10,46	s.o.	21 juill. 2015	Aucun indice de référence	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		9,37	9,37	s.o.	9,44	9,44	s.o.	6 nov. 2013	Aucun indice de référence	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund*		11,07	11,07	s.o.	6,71	6,71	s.o.	1 <sup>er</sup> janv. 2002	Aucun indice de référence	
<b>Total</b>	<b>123,0</b>									

#### Notes :

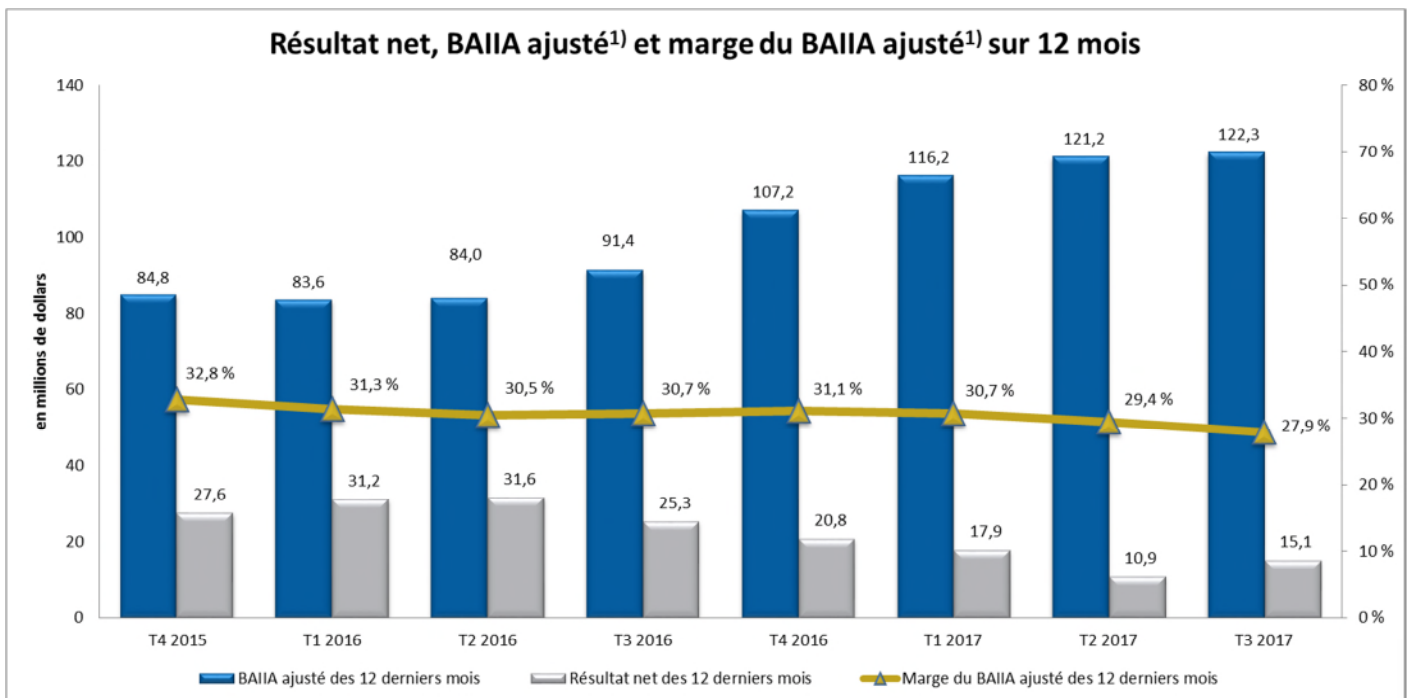
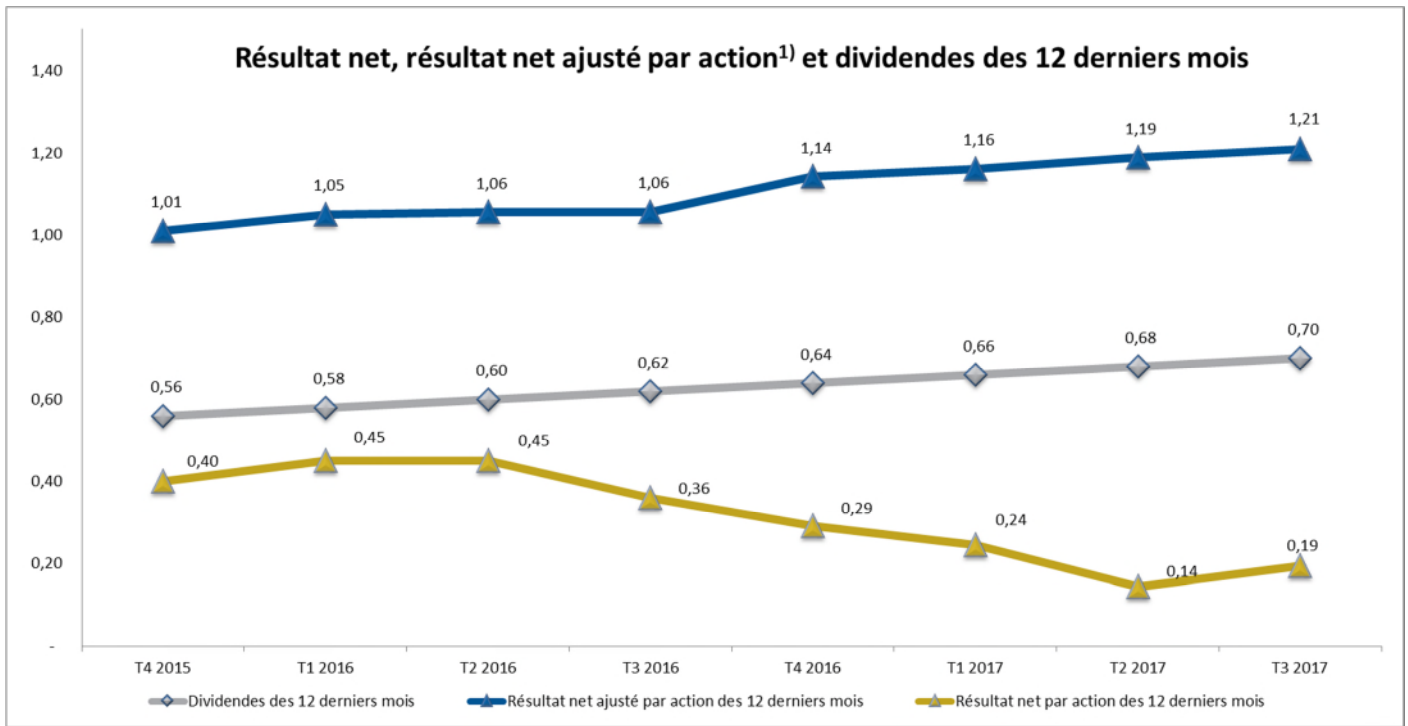
- L'indice de référence à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Rendements en dollars américains  
**Renseignements importants :**
  - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
  - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
  - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
  - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
  - Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
  - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
  - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
  - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
  - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
  - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

### PRINCIPALES TENDANCES DES ACTIFS SOUS GESTION ET DES PRODUITS

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, le résultat net par action, le résultat ajusté par action<sup>1)</sup> et les dividendes pour les 12 derniers mois.



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 44.



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 44.

## **POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017**

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent**

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 10,5 milliards de dollars, ou 9 %, pour se fixer à 123,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre des actifs sous gestion de 112,5 milliards de dollars au 30 septembre 2016.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 se sont accrus de 23,6 millions de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 105,5 millions de dollars par rapport aux 81,9 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre presque néant pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 26,1 millions de dollars, ou 44 %, pour se chiffrer à 84,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, alors qu'ils avaient été de 58,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> a progressé de 1,1 million de dollars, ou 4 %, pour atteindre 27,0 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 25,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,33 \$ (de base)<sup>1)</sup> et à 0,32 \$ (dilué)<sup>1)</sup> pour le troisième trimestre de 2017, contre 0,33 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ (dilué), en hausse de 4,2 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport à celui du troisième trimestre clos le 30 septembre 2016, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 0,4 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté<sup>1)</sup> attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 s'est élevé à 22,2 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base)<sup>1)</sup> et 0,26 \$ par action (dilué)<sup>1)</sup>, contre 19,6 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2016.

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent**

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 2,7 milliards de dollars, ou 2 %, pour se fixer à 123,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 ont diminué de 2,6 millions de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 105,5 millions de dollars par rapport aux 108,1 millions de dollars du trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 44.

- › Les honoraires de performance ont été de 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 1,2 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont diminué de 2,9 millions de dollars, ou 3 %, pour se chiffrer à 84,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, alors qu'ils avaient été de 87,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.
- › Le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> a reculé de 1,5 million de dollars, ou 5 %, pour atteindre 27,0 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 28,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup> s'est élevé à 0,33 \$ (de base) et à 0,32 \$ (dilué) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 0,35 \$ (de base) et 0,34 \$ (dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.
- › Le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ par action (dilué), en hausse de 3,7 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 30 juin 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté<sup>1)</sup> attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 s'est élevé à 22,2 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), contre 24,2 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

### **Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016**

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 se sont accrus de 93,2 millions de dollars, ou 42 %, pour s'établir à 313,7 millions de dollars par rapport aux 220,5 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 3,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 84,3 millions de dollars, ou 51 %, pour se chiffrer à 250,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, alors qu'ils avaient été de 166,5 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 15,1 millions de dollars, ou 23 %, pour atteindre 80,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 65,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,99 \$ (de base) et à 0,95 \$ (dilué) pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 0,88 \$ (de base) et 0,87 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 44.

- › La période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est soldée par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 9,9 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 5,7 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 15,1 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est élevé à 67,4 millions de dollars, ou 0,82 \$ par action (de base) et 0,80 \$ par action (dilué), contre 56,6 millions de dollars, ou 0,76 \$ par action (de base) et 0,75 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

## RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 SEPTEMBRE 2017	30 JUIN 2017	30 SEPTEMBRE 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
Actifs sous gestion	123 003	125 658	112 465	(2 655)	10 538

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	100 997	102 401	80 413	(1 404)	20 584
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 603	1 209	(341)	394	1 944
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	1	(7)	345	8	(344)
Autres revenus	4 526	5 746	1 492	(1 220)	3 034
	107 127	109 349	81 909	(2 222)	25 218
<b>Charges</b>					
Frais de vente et charges générales et administratives	84 498	87 346	57 979	2 848	(26 519)
Frais des gestionnaires externes	425	451	788	26	363
Amortissement des immobilisations corporelles	966	956	852	(10)	(114)
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 497	10 900	10 348	403	(149)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 641	1 827	3 337	(814)	696
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	375	1 289	(5 807)	914	(6 182)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	2 357	4 851	2 739	2 494	382
Frais d'acquisition	378	1 659	2 769	1 281	2 391
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	480	371	–	(109)	(480)
Perte sur la cession de filiales	–	–	8 307	–	8 307
Autres (produits) charges <sup>3)</sup>	2	(8)	(224)	(10)	(226)
Total des charges	102 619	109 642	81 088	7 023	(21 531)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	4 508	(293)	821	4 801	3 687
Impôt sur le résultat	(263)	(797)	200	(534)	463
Résultat net	4 771	504	621	4 267	4 150
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	4 603	877	393	3 726	4 210
À la participation ne donnant pas le contrôle	168	(373)	228	541	(60)
Résultat net	4 771	504	621	4 267	4 150
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>					
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	0,33	0,35	0,33	(0,02)	–
Résultat net	0,06	0,01	0,01	0,05	0,05
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,27	0,30	0,25	(0,03)	0,02
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>					
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	0,32	0,34	0,33	(0,02)	(0,01)
Résultat net	0,05	0,01	0,01	0,04	0,04
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,26	0,29	0,25	(0,03)	0,01

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 44.

<sup>2)</sup> POS : positive; NÉG : négative.

<sup>3)</sup> Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements » et « Quote-part du résultat net des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.



Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS		VARIATION POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	
<b>Produits</b>			
Honoraires de gestion	299 706	212 632	87 074
Honoraires de performance – actifs traditionnels	3 339	594	2 745
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(1)	2 100	(2 101)
Autres revenus	14 006	7 850	6 156
	<b>317 050</b>	<b>223 176</b>	<b>93 874</b>
<b>Charges</b>			
Frais de vente et charges générales et administratives	248 996	164 062	(84 934)
Frais des gestionnaires externes	1 772	2 414	642
Amortissement des immobilisations corporelles	2 853	2 507	(346)
Amortissement des immobilisations incorporelles	32 332	26 357	(5 975)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 645	7 644	999
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	2 972	(4 409)	(7 381)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	8 284	7 151	(1 133)
Frais d'acquisition	3 755	8 531	4 776
Profit sur disposition d'une participation dans des coentreprises	–	(15 013)	(15 013)
Profit sur disposition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	(5 827)	(5 827)
Perte sur la cession de filiales	–	8 307	8 307
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	7 921	7 921
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	851	–	(851)
Autres (produits) charges <sup>3)</sup>	(10)	(287)	(277)
<b>Total des charges</b>	<b>308 450</b>	<b>209 358</b>	<b>(99 092)</b>
<b>Résultat avant l'impôt sur le résultat</b>	<b>8 600</b>	<b>13 818</b>	<b>(5 218)</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(1 028)</b>	<b>982</b>	<b>2 010</b>
<b>Résultat net</b>	<b>9 628</b>	<b>12 836</b>	<b>(3 208)</b>
<b>Attribuable :</b>			
Aux actionnaires de la Société	9 908	15 574	(5 666)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(280)	(2 738)	2 458
<b>Résultat net</b>	<b>9 628</b>	<b>12 836</b>	<b>(3 208)</b>
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,99	0,88	0,11
Résultat net	0,12	0,21	(0,09)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,82	0,76	0,06
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,95	0,87	0,08
Résultat net	0,12	0,21	(0,09)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,80	0,75	0,05

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 44.

<sup>2)</sup> POS : positive; NÉG : négative.

<sup>3)</sup> Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements » et « Quote-part du résultat net des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

# Rapport de gestion

## Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2017

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	30 SEPTEMBRE 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	49 643	49 742
Débiteurs	102 128	116 401
Autres actifs courants	12 565	6 547
<b>Total des actifs courants</b>	<b>164 336</b>	<b>172 690</b>
Goodwill	510 339	541 030
Immobilisations incorporelles	408 115	458 760
Autres actifs non courants	22 612	20 675
<b>Total des actifs</b>	<b>1 105 402</b>	<b>1 193 155</b>
Créditeurs et charges à payer	66 713	89 160
Autres passifs courants	17 361	25 575
<b>Total des passifs courants</b>	<b>84 074</b>	<b>114 735</b>
Dette à long terme	436 635	429 140
Obligations au titre du prix d'achat	21 623	21 498
Impôt sur le résultat différé	6 274	15 394
Autres passifs non courants	17 709	15 743
<b>Total des passifs</b>	<b>566 315</b>	<b>596 510</b>
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	531 220	566 236
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	7 867	30 409
	<b>539 087</b>	<b>596 645</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>1 105 402</b>	<b>1 193 155</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

### Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période. Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 32, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des créations.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion<sup>1)</sup> (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	125 658	122 063	109 136
Variation nette	(2 655)	3 595	2 598
Acquisitions (cession)/ajustements	–	–	731
Actifs sous gestion à la clôture de la période	123 003	125 658	112 465
Actifs sous gestion moyens	123 886	125 886	111 707

<sup>1)</sup> Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 JUIN 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 SEPTEMBRE 2017
Marchés institutionnels	65 451	701	(1 158)	(207)	249	(678)	–	64 358
Gestion privée	26 408	342	(176)	(652)	632	(834)	–	25 720
Marché des conseillers aux investisseurs	33 799	286	(1 419)	(76)	621	(286)	–	32 925
Actifs sous gestion à la clôture de la période	125 658	1 329	(2 753)	(935)	1 502	(1 798)	–	123 003

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a diminué de 2,7 milliards de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 123,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017. Cette diminution s'explique principalement par des mandats perdus de 2,8 milliards de dollars et par des contributions nettes négatives de 0,9 milliard de dollars, conjugués à l'incidence défavorable des fluctuations du change sur le dollar américain de 1,8 milliard de dollars au cours du trimestre. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par une appréciation des marchés de 1,5 milliard de dollars et par de nouveaux mandats de 1,3 milliard de dollars obtenus au cours du troisième trimestre de 2017.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont diminué de 1,1 milliard de dollars, ou 1,7 %, pour s'établir à 64,4 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 65,5 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette diminution est attribuable aux mandats perdus et aux contributions nettes négatives de 1,4 milliard de dollars, combinés à l'incidence défavorable des fluctuations du change sur le dollar américain de 0,7 milliard de dollars. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par les nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars et par l'appréciation des marchés de 0,2 milliard de dollars au cours du troisième trimestre de 2017.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une baisse de 0,7 milliard de dollars, ou 2,6 %, pour atteindre 25,7 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 26,4 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette baisse est avant tout attribuable à l'incidence défavorable de la fluctuation du change sur le dollar américain de 0,8 milliard de dollars, combinée aux mandats perdus et à une contribution nette négative de 0,8 milliard de dollars, compensés en partie par de nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars et par l'appréciation des marchés de 0,6 milliard de dollars au cours du troisième trimestre de 2017.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une baisse de 0,9 milliard de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 32,9 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 33,3 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette baisse est principalement attribuable aux mandats perdus de 1,4 milliard de dollars, combinés à l'incidence défavorable de la fluctuation du change sur le dollar américain de 0,3 milliard de dollars au cours du trimestre. Ces baisses des actifs sous gestion ont été en partie compensées par l'appréciation des marchés de 0,6 milliard de dollars et par de nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars obtenus au cours du troisième trimestre de 2017.

La perte des actifs sous gestion de la clientèle des Marchés institutionnels et du Marché des conseillers aux investisseurs présentée provient surtout de retraits (qui devraient être temporaires) effectués par un partenaire stratégique.

**Tableau 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)**

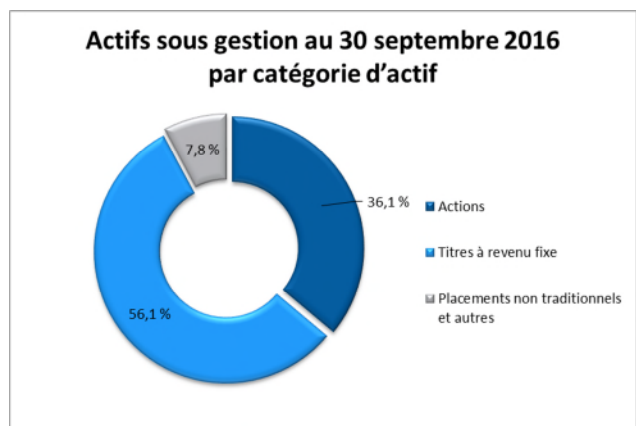
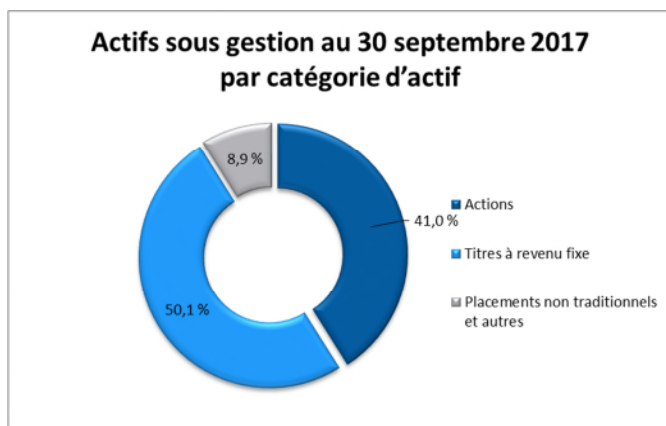
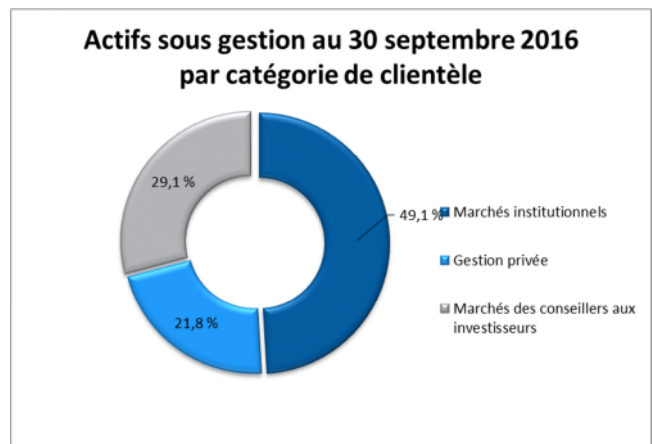
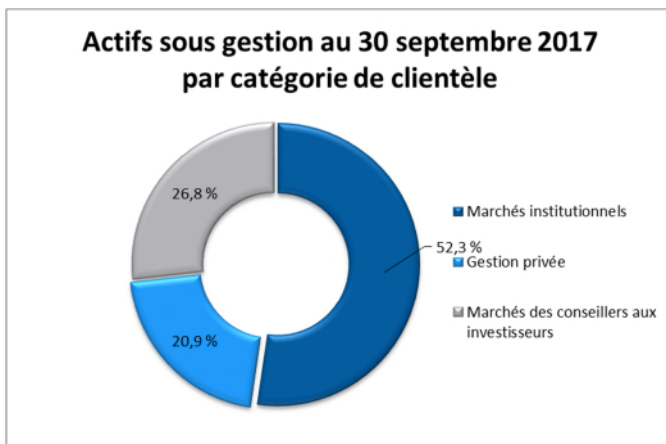
	31 DÉCEMBRE 2016	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 SEPTEMBRE 2017
Marchés institutionnels	58 264	4 775	(2 964)	1 421	4 059	(1 197)	–	64 358
Gestion privée	25 383	1 621	(398)	(1 017)	1 669	(1 538)	–	25 720
Marché des conseillers aux investisseurs	33 278	1 192	(2 661)	(607)	2 260	(537)	–	32 925
Actifs sous gestion à la clôture de la période	116 925	7 558	(6 023)	(203)	7 998	(3 272)	–	123 003

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

**Variations depuis l'ouverture de l'exercice**

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 6,1 milliards de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 123,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017, contre 116,9 milliards de dollars au 31 décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par de nouveaux mandats de 7,6 milliards de dollars provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, combinés à une appréciation des marchés de 8,0 milliards de dollars, partiellement contrebalancés par des mandats perdus de 6,0 milliards de dollars et par la contribution nette négative de 0,3 milliard de dollars. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 3,3 milliards de dollars sur les actifs sous gestion au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 septembre 2017 et au 30 septembre 2016.



## Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	47 285	46 615	33 412	670	13 873
Gestion privée	26 174	27 189	25 185	(1 015)	989
Marché des conseillers aux investisseurs	27 538	28 597	21 816	(1 059)	5 722
<b>Total des honoraires de gestion</b>	<b>100 997</b>	<b>102 401</b>	<b>80 413</b>	<b>(1 404)</b>	<b>20 584</b>
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	1 603	1 209	(341)	394	1 944
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	1	(7)	345	8	(344)
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>1 604</b>	<b>1 202</b>	<b>4</b>	<b>402</b>	<b>1 600</b>
Autres revenus	4 526	5 746	1 492	(1 220)	3 034
<b>Total des produits</b>	<b>107 127</b>	<b>109 349</b>	<b>81 909</b>	<b>(2 222)</b>	<b>25 218</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, les produits se sont accrus de 25,2 millions de dollars, ou 31 %, pour se fixer à 107,1 millions de dollars, contre 81,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à l'acquisition de Charlemagne Capital Limited (« Charlemagne Capital »), combinée à la croissance interne provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée ainsi qu'à la croissance de la division des stratégies de placement privé alternatives, qui se compose des stratégies de placement non traditionnelles.

### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont monté de 20,6 millions de dollars, ou 26 %, pour atteindre 101,0 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 80,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 ont augmenté de 13,9 millions de dollars, ou 42 %, pour se fixer à 47,3 millions de dollars, comparativement à 33,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l'inclusion des acquisitions suivantes vers la fin de 2016 : Fiera Financement Privé (Centria) et Charlemagne Capital. Les produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis et au Canada, et de l'appréciation des marchés au cours des douze derniers mois ont contribué à la croissance des produits.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 1,0 million de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 26,2 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 25,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par les produits plus élevés tirés de la division Bel Air aux États-Unis et de la gestion privée au Canada attribuables à la hausse des actifs sous gestion découlant surtout de l'obtention de nouveaux mandats.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 5,7 millions de dollars, ou 26 %, au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, pour se chiffrer à 27,5 millions de dollars, contre 21,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de l'inclusion des produits provenant de l'acquisition de Charlemagne Capital.

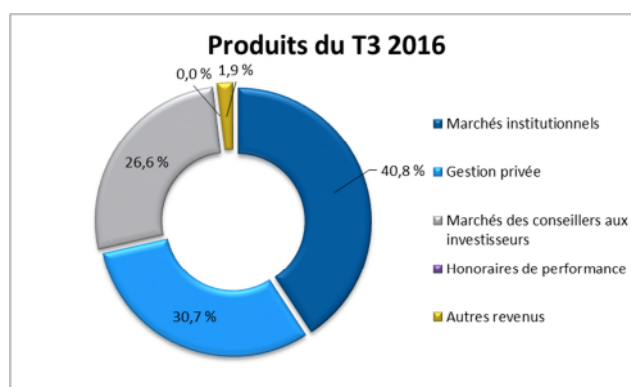
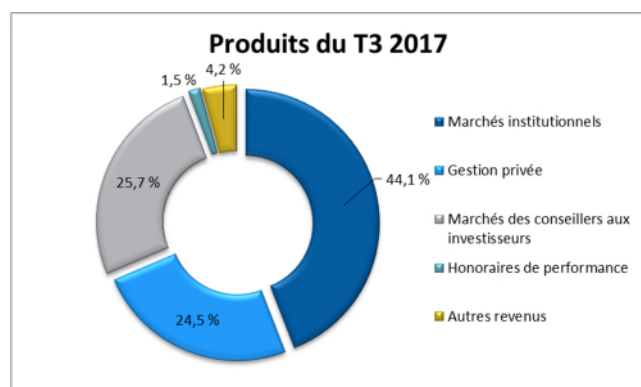
### *Honoraires de performance*

Les honoraires de performance se sont établis à 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre presque néant pour la période correspondante de l'exercice précédent. La progression des honoraires de performance est principalement attribuable à la hausse des honoraires de performance des actifs traditionnels.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont augmenté de 3,0 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour s'élever à 4,5 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux produits additionnels tirés de Fiera Financement Privé.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2017 et le 30 septembre 2016.



### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, les produits ont reculé de 2,2 millions de dollars, ou 2 %, pour se fixer à 107,1 millions de dollars, comparativement à 109,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Ce recul des produits s'explique surtout par des honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre précédent.

### Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 1,4 million de dollars, ou 1,4 %, pour s'établir à 101,0 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 102,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. La répartition des honoraires de gestion par catégories de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 0,7 million de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 47,3 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 46,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. L'augmentation séquentielle tient surtout de la hausse des honoraires de gestion provenant des États-Unis au cours de la période par suite de celle des actifs sous gestion attribuable aux nouveaux mandats.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont reculé de 1,0 million de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 26,2 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, par rapport à 27,2 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2017, ce recul étant principalement attribuable aux produits moins élevés tirés des activités aux États-Unis, qui eux s'expliquent par la baisse des actifs sous gestion.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 1,1 million de dollars, ou 4 %, pour s'élever à 27,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 28,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017, ce qui s'explique principalement par une baisse des actifs sous gestion.



### *Honoraires de performance*

Les honoraires de performance se sont chiffrés à 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 1,2 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette hausse des honoraires de performance est essentiellement attribuable aux honoraires de performance plus élevés des actifs traditionnels.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont diminué de 1,2 million de dollars, ou 21 %, pour s'élever à 4,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 5,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette diminution s'explique essentiellement par les honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre précédent.

**Tableau 7 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)**

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	136 429	87 247	49 182
Gestion privée	80 137	73 231	6 906
Marché des conseillers aux investisseurs	83 140	52 154	30 986
<b>Total des honoraires de gestion</b>	<b>299 706</b>	<b>212 632</b>	<b>87 074</b>
Honoraires de performance – actifs traditionnels	3 339	594	2 745
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(1)	2 100	(2 101)
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>3 338</b>	<b>2 694</b>	<b>644</b>
<b>Autres revenus</b>	<b>14 006</b>	<b>7 850</b>	<b>6 156</b>
<b>Total des produits</b>	<b>317 050</b>	<b>223 176</b>	<b>93 874</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### ***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les produits ont progressé de 93,7 millions de dollars, ou 42 %, pour se fixer à 316,9 millions de dollars, comparativement à 223,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique surtout par l'acquisition d'Apex et de Charlemagne Capital ainsi que par la croissance de la division des stratégies de placement privé alternatives, combinées à la croissance interne provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée.

### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont progressé de 87,0 millions de dollars, ou 41 %, pour s'établir à 299,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 212,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 49,1 millions de dollars, ou 56 %, pour s'établir à 136,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 87,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l'inclusion des acquisitions suivantes en 2016 : Apex, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne Capital. Les produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis et au Canada, et de l'appréciation des marchés au cours des douze derniers mois ont contribué à la croissance des produits.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 6,9 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 80,1 millions de dollars à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, par rapport à 73,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique avant tout par les produits plus élevés tirés de la division Bel Air aux États-Unis et de la gestion privée au Canada attribuables à la hausse des actifs sous gestion découlant surtout de l'obtention de nouveaux mandats.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 30,9 millions de dollars, ou 59 %, pour s'élever à 83,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 52,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de l'inclusion des produits provenant de l'acquisition de Charlemagne Capital et d'Apex.

### *Honoraires de performance*

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 3,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de performance s'explique par la hausse des honoraires de performance des actifs traditionnels, en partie compensée par la baisse des produits tirés des actifs non traditionnels au cours des neuf premiers mois de 2017 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont augmenté de 6,1 millions de dollars, ou 78 %, pour s'élever à 14,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 7,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par les produits additionnels tirés de Fiera Financement Privé et de Charlemagne Capital au cours des neuf premiers mois de 2017 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

### ***Frais de vente et charges générales et administratives***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 26,5 millions de dollars, ou 46 %, pour s'établir à 84,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 58,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à la prise en compte des entités acquises, Fiera Financement Privé et Charlemagne Capital, combinée à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué de 2,8 millions de dollars, ou 3 %, pour se chiffrer à 84,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 87,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la rémunération fondée sur des actions découlant d'un paiement unique inscrit au trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

#### ***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 84,9 millions de dollars, ou 52 %, pour se chiffrer à 249,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 164,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est surtout imputable à la prise en compte des entités acquises (Apex, Fiera Financement Privé, Fiera Immobilier, Fiera Infrastructure et Charlemagne Capital) ainsi qu'à des hausses de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer.

### ***Frais des gestionnaires externes***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais des gestionnaires externes se sont établis à 0,4 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, ce qui représente une diminution de 0,4 million de dollars, ou 50 %, comparativement à ceux de 0,8 million de dollars inscrits pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais des gestionnaires externes pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 sont demeurés presque stables, à 0,4 million de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

#### ***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Les frais des gestionnaires externes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 ont diminué de 0,6 million de dollars, ou 27 %, pour se chiffrer à 1,8 million de dollars, comparativement à ceux de 2,4 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.

### ***Dotation aux amortissements***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles a légèrement progressé de 0,1 million de dollars, ou 13 %, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, pour atteindre 1,0 million de dollars, contre 0,9 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable à 10,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à celui de 10,4 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable à 1,0 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à celui de 1,0 million de dollars du trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est chiffré à 10,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 10,9 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2017, ce qui représente une diminution de 0,4 million de dollars, ou 4 %.

#### ***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

L'amortissement des immobilisations corporelles a progressé de 0,4 million de dollars, ou 14 %, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, pour atteindre 2,9 millions de dollars, contre 2,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 5,9 millions de dollars, ou 23 %, pour atteindre 32,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 26,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les relations clients et les autres immobilisations incorporelles comptabilisées à la suite des acquisitions d'Apex, de Fiera Immobilier, de Fiera Infrastructure, de Fiera Financement Privé et de Charlemagne Capital.

### ***Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont reculé de 0,7 million de dollars, ou de 21 %, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, pour se fixer à 2,6 millions de dollars, contre 3,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à un profit découlant de la stratégie de la Société qui s'articule autour de l'échange du taux d'intérêt variable applicable à une tranche de sa dette contre un taux d'intérêt fixe.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 0,8 million de dollars, ou de 45 %, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, pour se fixer à 2,6 millions de dollars, contre 1,8 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 1,0 million de dollars, ou 13 %, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, pour se fixer à 6,6 millions de dollars, contre 7,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à un profit découlant de la stratégie de la Société qui s'articule autour de l'échange du taux d'intérêt variable applicable à une tranche de sa dette contre un taux d'intérêt fixe.

***Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat***

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Une charge de 0,4 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat (qui comprend un profit de 0,8 million de dollars sur la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, en regard d'un profit de 5,8 millions de dollars, comprenant un recouvrement de 6,4 millions de dollars, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, la Société a révisé son estimation du seuil minimal d'actifs sous gestion requis pour qu'elle soit tenue de faire le paiement conditionnel de 7,5 millions de dollars lié à Natcan Investment Management Inc. (« Natcan »). La Société a conclu que le seuil minimal ne serait pas atteint et l'obligation au titre du prix d'achat a été réévaluée et le recouvrement a été comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, au poste « Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ». Le paiement conditionnel avait une valeur comptable de 6,4 millions de dollars avant la réévaluation à néant.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Une charge de 0,4 million de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat (qui comprend un profit de 0,8 million de dollars sur la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, en regard d'une charge de 1,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Une charge de 3,0 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en regard d'un profit de 4,4 millions de dollars (qui comprend un recouvrement de 6,4 millions de dollars relatif à Natcan, tel qu'il est mentionné ci-dessus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

***Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts***

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 2,8 millions de dollars, ou 50 %, pour s'établir à 2,7 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 5,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts est essentiellement attribuable au ralentissement des activités d'acquisition au troisième trimestre de 2017 comparativement au troisième trimestre de 2016.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 3,8 millions de dollars, ou 58 %, pour s'établir à 2,7 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 6,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette diminution est essentiellement attribuable à la comptabilisation des coûts non récurrents comptabilisés au trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 3,7 millions de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 12,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre 15,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts est essentiellement attribuable à un ralentissement des acquisitions en 2017 comparativement à 2016.

***Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et perte sur la cession de filiales***

Le 18 juillet 2016, la Société a conclu la vente de sa participation dans les sociétés suivantes : Commandité Fiera Quantum Inc., 9276-5072 Québec Inc. et Société en commandite Fiera Quantum. La Société a réévalué les actifs non courants de manière à les ramener au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, et une réévaluation de 7,9 millions de dollars a été comptabilisée au poste « Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente » au cours du premier trimestre de 2016. Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles n'étaient plus amorties depuis la date à laquelle les actifs avaient été classés comme étant détenus en vue de la vente. À la date de cession, soit le 18 juillet 2016, la Société a décomptabilisé la participation ne donnant pas le contrôle dans Société en commandite Fiera Quantum et une charge additionnelle de 8,3 millions de dollars a été inscrite dans l'état du résultat net, au poste « Perte sur la cession de filiales », au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2016.

### BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> et le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup> de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

**Tableau 8 – BAIIA ajusté<sup>1)</sup> (en milliers de dollars, sauf les données par action)**

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Résultat net	4 771	504	621	9 628	12 836
BAIIA <sup>1)</sup>	18 612	13 390	15 358	50 430	50 326
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	27 020	28 480	25 931	80 699	65 598
Par action (de base) <sup>1)</sup>	0,33	0,35	0,33	0,99	0,88
Par action (dilué) <sup>1)</sup>	0,32	0,34	0,33	0,95	0,87

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 44.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, le BAIIA ajusté a été en hausse de 1,1 million de dollars, ou 4 %, pour atteindre 27,0 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base) et 0,32 \$ par action (dilué), contre 25,9 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du troisième trimestre clos le 30 septembre 2017 a augmenté du fait de la hausse des produits eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion par suite des acquisitions et de la création de Fiera Financement Privé et de Charlemagne Capital. Toutefois, cette progression a été en partie contrebalancée par une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, le BAIIA ajusté a reculé de 1,5 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 27,0 millions de dollars, soit 0,33 \$ par action (de base) et 0,32 \$ par action (dilué), contre 28,5 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base) et 0,34 \$ par action (dilué), au trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Ce recul est avant tout attribuable à la baisse des produits découlant des honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre précédent, compensé en partie par la baisse des charges d'exploitation au troisième trimestre.

### Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le BAIIA ajusté a progressé de 15,1 millions de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 80,7 millions de dollars, soit 0,99 \$ par action (de base) et 0,95 \$ par action (dilué), contre 65,6 millions de dollars, ou 0,88 \$ par action (de base) et 0,87 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette progression du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 est avant tout attribuable à une hausse des produits provenant des actifs sous gestion par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en partie annulée par une augmentation des charges d'exploitation pour soutenir la croissance des activités.

## Résultat net

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté<sup>1)</sup> (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	4 603	877	393	9 908	15 574
Amortissement des immobilisations corporelles	966	956	852	2 853	2 507
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 497	10 900	10 348	32 332	26 357
Rémunération fondée sur des actions	4 816	6 928	2 789	14 417	8 898
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts <sup>*)</sup>	2 357	4 851	2 739	8 284	7 151
Frais d'acquisition <sup>*)</sup>	378	1 659	2 769	3 755	8 531
Profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise <sup>*)</sup>	–	–	–	–	(15 013)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente <sup>*)</sup>	–	–	–	–	7 921
Perte découlant de la cession de la participation dans des filiales <sup>*)</sup>	–	–	8 307	–	8 307
Profit sur la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat <sup>2)</sup>	(800)	–	(6 408)	(800)	(6 408)
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise <sup>*)</sup>	–	–	–	–	(5 827)
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>*)</sup>	581	1 953	2 222	3 372	1 398
<b>Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société</b>	<b>22 236</b>	<b>24 218</b>	<b>19 567</b>	<b>67 377</b>	<b>56 600</b>
<b>Par action (de base)</b>					
Résultat net	0,06	0,01	0,01	0,12	0,21
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,27	0,30	0,25	0,82	0,76
<b>Par action (dilué)</b>					
Résultat net	0,05	0,01	0,01	0,12	0,21
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,26	0,29	0,25	0,80	0,75

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 44.

<sup>2)</sup> Comptabilisé au poste « Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat » à l'état consolidé du résultat net.

<sup>\*)</sup> L'impôt sur le résultat des éléments ci-dessus est estimé à l'aide d'un taux d'impôt de 30 %.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.



***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ par action (dilué), contre 0,4 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation du résultat net s'explique surtout par une perte sur disposition d'une participation dans des coentreprises liée à Société en commandite Fiera Quantum au troisième trimestre de 2016, comparativement à néant pour le trimestre considéré clos le 30 septembre 2017.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué), contre 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017. Cette augmentation du résultat net s'explique surtout par des charges globales d'exploitation moins élevées, compensées en partie par la baisse des produits découlant des honoraires éventuels gagnés au cours du trimestre précédent clos le 30 juin 2017.

***Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016***

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 9,9 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action (de base et dilué), contre 15,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par le fait que le résultat net de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 comprenait un profit de 5,8 millions de dollars lié à l'acquisition du contrôle d'une participation dans une coentreprise liée à Fiera Immobilier, un profit de 15,0 millions de dollars sur la cession d'Axium et la réévaluation de l'obligation de 6,4 millions de dollars au titre du prix d'achat liée à Natcan, partiellement contrebalancés par la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente liés à Fiera Quantum de 16,2 millions de dollars.

***Résultat net ajusté<sup>1)</sup>***

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* pour obtenir la définition de résultat net ajusté.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et la rémunération fondée sur des actions de 16,3 millions de dollars, ou 0,19 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts et un profit sur la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat de 1,4 million de dollars, ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (1,9 million de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 22,2 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 44.

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 22,2 millions de dollars, soit une baisse de 2,0 millions de dollars par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2017, qui s'était établi à 24,2 millions de dollars. Cette baisse s'explique en grande partie par la baisse des produits découlant essentiellement des honoraires éventuels enregistrés pour le trimestre clos le 30 juin 2016.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2016, l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de rémunération fondée sur des actions de 14,0 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, une perte découlant de la cession de la participation dans des filiales et un profit sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat de 5,2 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (7,4 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 19,6 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2016.

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de rémunération fondée sur des actions de 18,8 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 4,6 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base) et 0,05 \$ par action (dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (6,5 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 24,2 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base) et 0,29 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 22,2 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2017.

#### *Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016*

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de rémunération fondée sur des actions de 49,6 millions de dollars, ou 0,61 \$ par action (de base) et 0,59 \$ par action (dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts et un profit sur la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat de 7,9 millions de dollars, ou 0,09 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (11,2 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 67,4 millions de dollars, ou 0,82 \$ par action (de base) et 0,80 \$ par action (dilué), pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à 56,6 millions de dollars, ou 0,76 \$ par action (de base) et 0,75 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois <sup>2)</sup>	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016	T3 30 sept. 2016	T2 30 juin 2016	T1 31 mars 2016	T4 31 déc. 2015
Actifs sous gestion	121 912	123 003	125 658	122 063	116 925	112 465	109 136	97 988	101 431
Total des produits	438 018	107 127	109 349	100 574	120 968	81 909	74 983	66 284	73 999
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	122 298	27 020	28 480	25 199	41 599	25 931	23 510	16 157	25 757
Marge du BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	27,9 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %	31,4 %	24,4 %	34,8 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	15 111	4 603	877	4 428	5 203	393	7 901	7 280	9 678
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>									
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,51	0,33	0,35	0,31	0,52	0,33	0,32	0,22	0,36
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,19	0,06	0,01	0,05	0,07	0,01	0,11	0,10	0,14
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,21	0,27	0,30	0,26	0,38	0,25	0,27	0,24	0,30
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>									
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,47	0,32	0,34	0,30	0,51	0,33	0,32	0,22	0,36
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,17	0,05	0,01	0,05	0,06	0,01	0,11	0,10	0,13
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,17	0,26	0,29	0,25	0,37	0,25	0,27	0,24	0,30

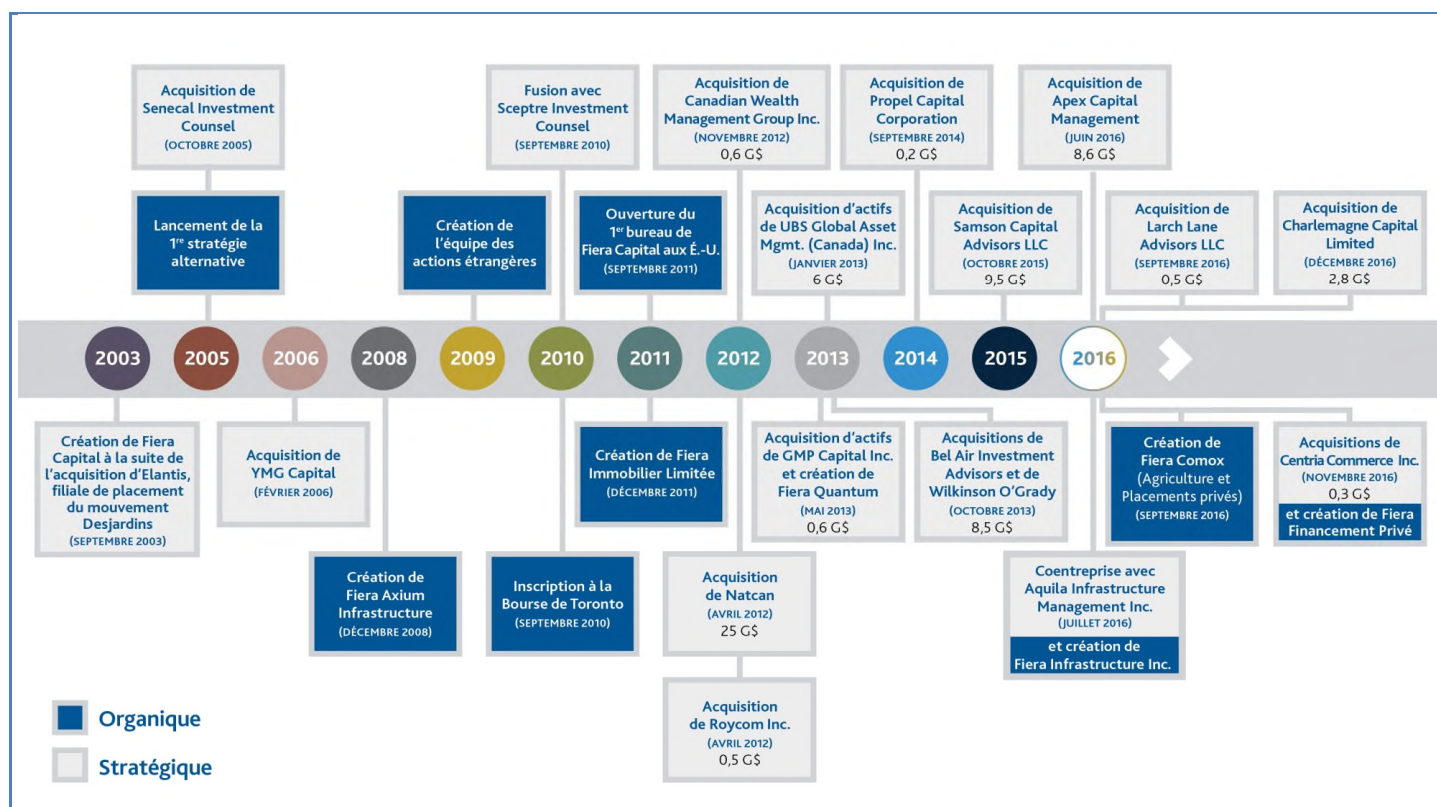
<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 44.

<sup>2)</sup> Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	44 995	31 949
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(4 956)	(95 541)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(35 090)	60 159
(Diminution) nette de la trésorerie	4 949	(3 433)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(2 151)	(1 106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	40 110	25 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	42 908	21 186

#### *Activités depuis le début de l'exercice*

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 45,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Ce montant découle des entrées de trésorerie de 55,7 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat, l'impôt sur le résultat payé ainsi que des variations positives des autres passifs non courants de 1,2 million de dollars au cours de la période. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la variation négative de 10,4 millions de dollars des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et les variations négatives de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 1,4 million de dollars au cours de la période.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 5,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en raison essentiellement de 3,4 millions de dollars liés au paiement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat, de 2,8 millions de dollars pour le règlement d'une option de vente, de 2,6 millions de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles et de 1,9 million de dollars pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles au cours de la période, en partie contrebalancées par des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 4,9 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 35,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en raison principalement de versements de dividendes de 42,9 millions de dollars, de paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 12,4 millions de dollars et des sorties de trésorerie de 4,8 millions de dollars pour l'achat d'une participation ne donnant pas le contrôle, en partie contrebalancés par l'augmentation de la dette à long terme de 23,6 millions de dollars et par l'émission d'actions de 2,3 millions de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence négative des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 2,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

**Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016**

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 45,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 31,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation positive des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation découle principalement de la hausse de 15,1 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*, combinée à la baisse de la charge d'impôt sur le résultat et l'impôt sur le résultat payé de 1,3 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 comparativement à l'exercice précédent. La hausse de la trésorerie a été en partie contrebalancée par les variations négatives du profit réalisé et latent sur les instruments financiers de 1,4 million de dollars et par une incidence négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 1,2 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 5,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en regard de 95,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'Apex de 114,2 millions de dollars, compensées en partie par le produit de 20 millions de dollars sur disposition d'une participation dans une coentreprise comptabilisé à la période de neuf mois close le 30 septembre 2016.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 35,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 60,2 millions de dollars avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la diminution de la dette à long terme de 84,8 millions de dollars, combinée à une hausse de 6,5 millions de dollars des versements de dividendes et aux intérêts plus élevés de 4,3 millions de dollars payés sur la dette à long terme au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à la période correspondante de 2016.

Enfin, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence défavorable de 2,2 millions de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, contre une incidence défavorable de 1,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**Dettes à long terme**

Tableau 12 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2017	AU 31 DÉCEMBRE 2016
Facilité de crédit		
Facilité à terme	156 000	167 838
Facilité renouvelable	281 367	262 323
Autre facilité	1 271	2 039
Charges de financement différées	(1 478)	(1 777)
	437 160	430 423
Moins la partie courante	(525)	(1 283)
Partie non courante	436 635	429 140



### *Facilité de crédit*

Le 31 mai 2016, la Société a conclu la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité à terme et une facilité renouvelable (collectivement, la « facilité de crédit »).

#### *Facilité à terme*

L'entente de crédit comprend une facilité à terme de 125 millions de dollars américains (non renouvelable) pour laquelle aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 31 mai 2019, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement.

Au 30 septembre 2017, le montant prélevé sur la facilité à terme totalisait 125 millions de dollars américains (156 millions de dollars canadiens) [125 millions de dollars américains (167,838 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

#### *Facilité renouvelable*

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, une augmentation de 50,0 millions de dollars canadiens de la facilité renouvelable a été approuvée par le conseil d'administration de la Société, Fiera Capital Inc. et Fiera US Holding Inc. ainsi que par le consortium de prêteurs. L'augmentation sera utilisée pour financer les fins générales de la Société. La facilité de crédit comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350,0 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu sur la facilité renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité renouvelable est remboursable intégralement.

Au 30 septembre 2017, le montant total prélevé sur la facilité renouvelable comprenait des montants de 7,356 millions de dollars canadiens et de 219,560 millions de dollars américains (274,011 millions de dollars canadiens) [174,0 millions de dollars canadiens et 65,781 millions de dollars américains (88,323 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2016].

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives de la facilité de crédit, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, est défini dans la convention de crédit comme étant le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie. Au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit.

### *Autres facilités*

Au 30 septembre 2017, l'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 0,888 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 1,281 million de dollars et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2016). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'une marge se situant entre 0,25 % et 0,50 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016, l'ensemble des clauses restrictives relatives à la dette étaient respectées.

En mars 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour y inclure une facilité de crédit-bail. Au 30 septembre 2017, un montant de 0,383 million de dollars canadiens était prélevé du prêt de cession-bail auprès de la banque.

Cette filiale dispose aussi d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % qui s'applique également en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA et n'a pas de date d'échéance fixe. Au 30 septembre 2017, la filiale avait prélevé un montant de néant de sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2016).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,8 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,75 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 septembre 2017, la filiale avait prélevé un montant de néant de la ligne de crédit (0,758 million de dollars au 31 décembre 2016).

### ***Obligations contractuelles et passifs éventuels***

#### ***Obligations contractuelles***

Au 30 septembre 2017, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société.

#### ***Passifs éventuels***

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales pouvaient faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

#### ***Arrangements hors bilan***

Au 30 septembre 2017, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

#### ***Capital social***

Au 30 septembre 2017, la Société avait 62 586 973 actions de catégorie A et 19 748 503 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 82 335 476 actions en circulation, contre 57 932 650 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 847 577 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 77 780 227 actions en circulation au 30 septembre 2016.



## ***Paiements fondés sur des actions***

### ***Régime d'options sur actions***

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

Tableau 13 – Transactions sur options

	2017		2016	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	2 799 345	10,25	3 040 225	9,58
Attributions	387 000	13,74	41 259	13,33
Exercices	(284 758)	8,09	(298 744)	5,13
Renoncations	(20 645)	13,44	(53 068)	12,82
En circulation à la clôture de l'exercice	2 880 942	10,90	2 729 672	10,06
Options exerçables à la clôture de la période	885 264	7,66	1 076 829	7,73

### ***Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)***

La Société a comptabilisé une charge de 0,012 million de dollars et de 0,033 million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 dans le cadre du régime d'unités d'actions différées [(0,006 million de dollars) et 0,019 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016]. Au 30 septembre 2017, la Société avait un passif de 0,225 million de dollars relativement à ce régime (0,192 million de dollars au 31 décembre 2016).

### ***Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)***

La Société a comptabilisé une charge de 0,711 millions de dollars et de 5,344 millions de dollars au titre du régime d'UAR pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (0,603 million de dollars et 2,574 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Au 30 septembre 2017, la Société avait un passif totalisant 4,176 millions de dollars relativement à ce régime (3,081 millions de dollars au 31 décembre 2016). Au 30 septembre 2017, 400 414 UAR étaient en circulation (456 303 UAR au 31 décembre 2016).

### ***Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)***

La Société a comptabilisé une charge de 0,639 million de dollars et de 1,573 million de dollars au titre de ce régime pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (0,258 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Au 30 septembre 2017, la Société avait un passif totalisant 2,122 millions de dollars relativement à ce régime (0,549 million de dollars au 31 décembre 2016).

### *Régime d'actions assujetties à des restrictions*

La Société a comptabilisé une charge de 0,19 million de dollars et de 0,552 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (0,394 million de dollars et 1,128 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016).

### *Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)*

#### **Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation**

La Société a comptabilisé une charge de 3,222 millions de dollars et de 5,827 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 au titre du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (1,194 million de dollars et 3,318 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, cette charge est entièrement imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 1,194 million de dollars et 3,333 millions de dollars et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de néant et de (0,015 million de dollars), respectivement.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, la valeur totale des attributions accordées à des employés admissibles en vertu des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie respectivement à néant et à 6,566 millions de dollars (néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, aucun droit afférent à des UALR applicables aux unités d'exploitation n'a été acquis. Un total de néant et de 730 285 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 relativement aux droits afférents à des UALR acquis en 2016.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, néant et 244 878 UALR ont été acquises et réglées. La Société a réglé les UALR acquises au moyen d'un paiement de 4,237 millions de dollars en trésorerie au lieu d'une émission d'actions de catégorie A. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 4,237 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances exceptionnelles. La direction de la Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

### **Régime d'UALR**

La Société a comptabilisé une charge de 0,168 million de dollars et de 0,9 million de dollars relativement à ce régime d'UALR pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (0,108 million de dollars et 0,691 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, cette charge est imputable aux attributions réglées en trésorerie d'un montant de 0,368 million de dollars et de 1,1 million de dollars, respectivement, et aux attributions réglées en titres de capitaux propres d'un montant de (0,2 million de dollars). Pour ce qui est du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de néant et de (0,023 million de dollars) respectivement et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de 0,108 million de dollars et de 0,714 million de dollars respectivement. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, néant et 73 030 actions de catégorie A ont été émises relativement aux UALR acquises en 2016 et une tranche de 0,475 million de dollars a été payée en trésorerie (9 542 actions de catégorie A émises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016).

### ***Régimes d'options établis par les filiales de la Société***

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le régime d'options sur actions d'une autre filiale a été abandonné. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 s'est respectivement établie à 0,146 million de dollars et à 0,721 million de dollars (0,017 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016). Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 1,905 million de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 30 septembre 2017 (1,297 million de dollars au 31 décembre 2016).

### ***Transactions avec des parties liées***

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Un des actionnaires liés a une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il a le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. Au 30 septembre 2017, cet actionnaire détenait 20,7 % des actions émises et en circulation de la Société (21,0 % au 30 septembre 2016). Cet actionnaire lié est le promoteur principal de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 30 septembre 2017, le deuxième actionnaire lié a une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 8,8 % des actions émises et en circulation de la Société (9,3 % au 30 septembre 2016). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 14 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Honoraires de gestion et de performance et autres revenus	11 747	11 228	37 349	36 083
Frais de vente et charges générales et administratives				
Frais de référence	411	382	1 230	1 138
Autres	343	604	558	1 813
Intérêts sur la dette à long terme	4 127	3 271	11 751	7 925
Frais d'acquisition	–	–	252	–
Profit net (perte nette) sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	(3 875)	(248)	(8 958)	(867)

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

#### CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration, président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale et président de la division des stratégies de placement privé alternatives, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 septembre 2017 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017.

#### *Limitation de l'étendue de la conception*

Le Règlement 52-109 autorise un émetteur à limiter l'étendue de sa conception des CPCI et du CIIF pour une entreprise que l'émetteur a acquise moins de 365 jours avant la date de clôture de la période à laquelle se rapporte le certificat. Par conséquent, la Société a exclu les acquisitions suivantes jusqu'au quatrième trimestre de 2017.

- Le 10 novembre 2016, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Centria (« Fiera Financement Privé inc. »).
- Le 14 décembre 2016, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Charlemagne Capital Limited (« Charlemagne Capital »).

La direction effectue un examen de la conception des CPCI et du CIIF de ces acquisitions. Au 30 septembre 2017, les risques étaient toutefois atténués, puisque la direction était pleinement informée de tout événement important touchant ces acquisitions. De plus, tous les actifs acquis et les passifs repris ont fait l'objet d'une évaluation et ont été comptabilisés lors du processus de répartition du prix d'achat et les résultats d'exploitation de ces acquisitions ont aussi été inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société de la manière suivante :

Pourcentage des états financiers consolidés résumés intermédiaires	Charlemagne Capital	Fiera Financement Privé inc.
Produits	9,23 %	3,62 %
Résultat net	1,71 %	35,43 %
Actifs courants	16,45 %	3,48 %
Total des actifs	6,28 %	4,24 %

### INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié à la fluctuation des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

### GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, y compris les actions assujetties à des restrictions, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Au 30 septembre 2017, la Société et l'une de ses filiales se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, ces calculs étant effectués sur une base non consolidée. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt.

### JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

## **NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES**

### ***Adoption de nouvelles IFRS***

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

### ***Modifications de l'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie***

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers à l'égard des activités de financement d'une entité. L'adoption de ces modifications entraînera la présentation d'informations additionnelles dans les états financiers consolidés annuels.

### ***Modifications de l'IAS 12, Impôts sur le résultat***

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé lorsqu'un actif est évalué à la juste valeur et que celle-ci est inférieure à la valeur fiscale de l'actif en question.

### ***Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2014-2016)***

En décembre 2016, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues du cycle 2014-2016. Les prises de position ont porté sur des modifications apportées afin de clarifier le champ d'application de l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*.

### ***IFRS publiées mais non encore adoptées***

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

### ***IFRS 9, Instruments financiers***

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, *Instruments financiers*, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et doit être obligatoirement appliquée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### ***IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients***

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers.

En avril 2016, l'IASB a publié des clarifications de l'IFRS 15 qui fournissent des précisions sur la comptabilisation des produits relativement à l'identification des obligations de prestation, à l'application de directives en vue de déterminer si l'entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et aux licences de propriété intellectuelle, et qui fournissent des mesures d'allègement transitoire à l'égard des contrats modifiés et des contrats achevés. L'adoption de l'IFRS 15 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les entités ont le choix entre une application rétrospective intégrale ou une application prospective tout en intégrant des informations à fournir additionnelles. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### ***IFRS 16, Contrats de location***

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'adoption anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### ***Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions***

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient le classement et l'évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société évalue l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.



## MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

La Société définit la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.



## Rapport de gestion

### Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2017

Le tableau qui suite présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

Tableau 15 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 JUIN 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016	LE 30 SEPTEMBRE 2017	LE 30 SEPTEMBRE 2016
Résultat net	4 771	504	621	9 628	12 836
Impôts sur le résultat	(263)	(797)	200	(1 028)	982
Amortissement des immobilisations corporelles	966	956	850	2 853	2 507
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 497	10 900	10 350	32 332	26 357
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 641	1 827	3 337	6 645	7 644
<b>BAIIA</b>	<b>18 612</b>	<b>13 390</b>	<b>15 358</b>	<b>50 430</b>	<b>50 326</b>
Coûts de restructuration, coûts d'intégration et autres coûts	2 357	4 851	2 739	8 284	7 151
Frais d'acquisition	378	1 659	2 769	3 755	8 531
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	375	1 289	(5 807)	2 972	(4 409)
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	2	(8)	(224)	(10)	210
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	480	371	–	851	–
Perte sur disposition d'une participation dans des filiales	–	–	8 307	–	8 307
Profit sur disposition d'une participation dans des coentreprises	–	–	–	–	(15 013)
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	–	–	–	(5 827)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	–	–	7 921
Quote-part du résultat net des coentreprises	–	–	–	–	(77)
Rémunération fondée sur des actions	4 816	6 928	2 789	14 417	8 898
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>27 020</b>	<b>28 480</b>	<b>25 931</b>	<b>80 699</b>	<b>65 598</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>107 127</b>	<b>109 349</b>	<b>81 909</b>	<b>317 050</b>	<b>223 176</b>
<b>Marge du BAIIA ajusté</b>	<b>25,2 %</b>	<b>26,0 %</b>	<b>31,7 %</b>	<b>25,5 %</b>	<b>29,4 %</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, du profit sur disposition d'une participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 30 septembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisées pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents. Le rapprochement du résultat net ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables est compris dans le tableau 9.

#### **RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS**

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2016 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

